

“THE ANALYTICAL TOOLBOX: HOW TO ADDRESS THE OUTSTANDING CHALLENGES FOR EMU” - EESC

Introductory Statement (10 min)

Mesdames et messieurs,

C'est un plaisir pour moi de participer aujourd'hui à ce débat public du CESE sur la manière de compléter notre Union Économique et Monétaire. Il est particulièrement intéressant d'avoir l'opportunité d'échanger à ce sujet avec des intervenants venant à la fois des institutions et de la société civile. À mon sens, cela témoigne du rôle clé du CESE pour stimuler le dialogue entre nous sur de tels enjeux. Pour résoudre de manière efficace les défis auxquels nous faisons face en tant qu'Union Économique et Monétaire, il faut, comme vous l'avez suggéré dans notre programme de ce jour, adopter une approche analytique et se doter d'une boîte à outils. Pour ce faire, nous devrions tout d'abord **établir ce qui fonctionne et ce qui peut être amélioré (I)**, pour ensuite **discuter des solutions pour progresser ensemble (II)**.

(I) En premier lieu, nous pouvons et nous devons affirmer que **l'euro est l'un des plus grands succès de l'Europe**. A l'inverse de ce qui peut parfois être affirmé, une nette majorité des citoyens de la zone euro soutient aujourd'hui la monnaie unique : près de 3 sur 4 selon le dernier Eurobaromètre¹.

Ce constat positif ne doit pas nous dispenser d'admettre que **le volet économique de notre Union demeure incomplet**.

- **Le déficit de coordination des politiques économiques en zone euro** demeure, comme vous, au CESE, l'avez noté dans votre opinion sur le document de réflexion de la Commission sur l'approfondissement de l'UEM. Selon une étude de la Banque de France, cette carence aurait, sur la période de 2011 à 2013, coûté entre 2 et 3 points de PIB à l'ensemble des pays de la zone².
- **L'Union des Marchés de Capitaux et l'Union Bancaire doivent toujours être intégralement menées à bien**.

¹ *Chiffre exact : 74 % (Commission européenne, Eurobaromètre Standard 88, Automne 2017)*

² *[Direction générale des Études et des Relations internationales, « Coût des carences de coordination des politiques économiques dans la zone euro », Bulletin de la Banque de France n°211, juin 2017.](#)*

- En tant qu'Union, nous n'avons pas, à ce jour, à notre disposition **les outils nécessaires à l'atténuation des effets des chocs asymétriques**.
- Enfin, **nos institutions dans leur ensemble gagneraient à fonctionner et à interagir de manière plus lisible en leur permettant de mieux rendre compte de leur action**.

(II) Mais comment avancer dès aujourd'hui pour résoudre ces problématiques ? À mon sens, **notre boîte à outils devrait mêler pragmatisme, responsabilité nationale et ambition européenne**.

Premièrement, il nous faut **dépasser les divisions** qui nous ont trop longtemps et trop souvent empêchés d'avancer.

- Le **partage et la réduction des risques** devraient progresser en parallèle. Nous sommes capables de mettre simultanément en place un filet de sécurité public pour le Fonds de Résolution Unique, de prendre des mesures de réduction des crédits non-performants (NPL) et de préparer les prochaines étapes telles que l'assurance commune des dépôts.
- De la même manière, nous ne pouvons débattre indéfiniment des interactions entre **discipline de marché, règles et institutions**. Ces trois composantes peuvent et doivent fonctionner en synergie.
- Enfin, la question du recours aux **méthodes intergouvernementale ou communautaire** ne doit pas être notre principale préoccupation. Des mesures mises en œuvre par un groupe restreint de pays, puis adoptées par l'ensemble de l'Union une fois que la preuve de leur pertinence a été faite, valent mieux que l'absence de mesures.

Ensuite, il est capital que les États membres jouent tout leur rôle dans le soutien à la croissance, et ce sur le long terme.

- Cela signifie la **mise en œuvre de réformes nationales** là où elles sont nécessaires, comme en France où le Gouvernement a, sous la présidence de M. Macron, pris des mesures décisives.

- Cela implique aussi une **ambition forte de transformation** et d'adaptation à une économie en perpétuelle mutation, par exemple en mettant l'accent sur le système éducatif et notamment par le soutien à la formation professionnelle et l'apprentissage.
- Enfin, c'est la reconnaissance de l'importance de **notre modèle social commun**, en Europe, qui combine un haut niveau de service public, des inégalités relativement faibles et une forte intensité du dialogue social. Comme le soulignait Jacques Delors il y a deux ans³, notre Union doit poursuivre, à long terme, « *des objectifs qui portent sur progrès social et la prospérité pour tous* ».

Enfin, au niveau européen, **il nous faut activer quatre accélérateurs**, comme répété à plusieurs reprises par le Gouverneur de la Banque de France :

- **Un accélérateur macro-économique** : une *stratégie économique collective* au sein de la zone euro pour réaliser plus de réformes là où elles sont nécessaires et davantage de relance dans les pays disposant d'une marge de manœuvre. Cela pourrait être accompagné par la création d'un instrument de stabilisation, pour prévenir les crises en aidant par des prêts les États membres qui respectent les règles, mais sont confrontés à un choc asymétrique.
- **Un accélérateur micro-économique** : une Union de financement pour l'investissement et l'innovation dont l'objectif est de mobiliser les 350 milliards d'euros d'excédent d'épargne de la zone euro, notamment en faveur des fonds propres, qui sont la clé d'une économie d'innovation, et de mettre en synergie, grâce à un pilotage intégré, le plan Juncker, l'Union des marchés de capitaux et l'Union bancaire.
- **Un accélérateur budgétaire** : un budget de la zone euro qui servirait à financer, au bénéfice de tous, certains « biens communs européens ». Un préalable à cela est de consolider la confiance mutuelle entre les États membres et de progresser vers davantage de convergence économique.
- **Un accélérateur institutionnel** : nous sommes nombreux à partager le diagnostic selon lequel un ministre permanent des finances de la zone euro pourrait renforcer

³ <http://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/nouvelelanelaneuropesociale-rinaldi-ijd-fev16.pdf>

l'efficacité et la légitimité de notre cadre institutionnel. De notre point de vue, il pourrait être président de l'Eurogroupe et membre de la Commission, appuyé sur un Trésor européen. Cette évolution pourrait être accompagnée d'une formation euro du Parlement européen.

Il est très encourageant d'observer que la Commission, le CESE, d'autres institutions et les États Membres formulent aujourd'hui des propositions de réformes et en débattent. Certaines d'entre elles, comme nos accélérateurs macro et micro-économique, ne nécessitent pas de révision des Traités, et pourraient donc être mises en œuvre dès cette année. A la Banque de France, nous sommes convaincus que la période actuelle est propice au franchissement de telles étapes en vue de bâtir une union plus solide et plus prospère. Je vous remercie de votre attention.